



PLUS D'INFOS SUR
FRANCOISELABORDE.FR

La Lettre

FRANÇOISE LABORDE

SÉNATRICE DE LA HAUTE-GARONNE

ÉDITION
JANVIER 2020



20

AVEC MON ÉQUIPE PARLEMENTAIRE,
J'AI LE PLAISIR DE VOUS ADRESSER
MES MEILLEURS VŒUX

Très Cordialement

**...et si nous
parlions de
ce qui nous
rassemble?**

NEUTRALITÉ RELIGIEUSE EN SORTIE SCOLAIRE ET DÉFENSE DE LA LAÏCITÉ



► Je suis intervenue le 29 octobre sur la proposition de loi sénatoriale visant à interdire le port de signes religieux par les accompagnateurs de sorties scolaires. Il convenait de ne pas laisser le champ libre aux polémiques stériles mais de travailler efficacement à l'amélioration de notre législation.

Cette proposition de loi faisait suite à un amendement adopté par le Sénat lors de l'examen du projet de loi pour une école de la confiance, rejeté en CMP. En l'absence de cadre et de solutions concrètes donnés aux chefs d'établissements, directeurs d'écoles et professeurs pour assurer la laïcité, il appartient au législateur de lever les contradictions. J'ai par ailleurs interrogé le Ministre de l'Intérieur le 13 novembre, jour anniversaire des attentats de 2015, au sujet de la manifestation du 10 novembre, afin de rappeler que la laïcité est la condition de la Fraternité républicaine. Alors que les crispations identitaires progressent, il est urgent d'agir pour rassembler et apaiser notre pays.

Mercredi 8 janvier se tiendra dans l'hémicycle un débat sur le thème « La Laïcité, garante de l'unité nationale », à la demande du groupe RDSE. J'interviendrai à cette occasion dans la présentation en tant qu'auteur. ◀

PLUSIEURS TEXTES DÉPOSÉS : RÉSOLUTION INCESTE

► Tabou des plus difficiles à briser, l'inceste n'est ni défini, ni inscrit en tant que tel dans le Code pénal, le terme n'apparaît qu'au détour d'un titre. Face aux immobilismes qui ne profitent qu'aux auteurs et alors que la parole se libère sur les pratiques à caractère pédophile, j'ai tenu à déposer une proposition de résolution pour contribuer à engager, au plus vite, une véritable politique de prévention et de lutte contre l'inceste et inscrire dans le Code pénal une surqualification.

M. Adrien Taquet, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé devrait présenter prochainement au parlement un projet de loi autour de la famille, j'espère vivement pouvoir déposer plusieurs amendements en ce sens. ◀

RÉSOLUTION THÉRAPIES DE CONVERSION

► Choquée par les témoignages de victimes dont j'ai eu connaissance relatant l'existence de thérapies de conversion dans notre pays, j'ai déposé une proposition de résolution pour faire obstacle à la progression de ces pratiques que l'on pensait d'un autre temps afin de contribuer à déployer un dispositif de prévention et de lutte efficace. Je suis heureuse de constater que mon travail a trouvé un écho favorable à l'Assemblée Nationale où une mission d'information parlementaire a été menée et qui devrait conduire à un dépôt de proposition de loi au printemps prochain. ◀

BILAN PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2020

► Retrouvez sur mon site le récapitulatif des amendements que j'ai cosigné : Dispositions pour les collectivités locales, TVA sur les livres audio, crédit d'impôt, mécénat, ... Une nouvelle fois, les membres du RDSE ont demandé une baisse de la TVA sur les couches enfants et adultes, et ont essuyé un refus au motif que toute baisse de TVA n'est pas systématiquement reportée sur le prix public. Le dossier n'est pas clos ! ◀

25 novembre 2019

GRENELLE CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

► J'ai organisé une conférence à Toulouse en présence de Mme Isabelle Rome, haute fonctionnaire en charge de l'égalité femmes hommes auprès de la Garde des Sceaux, le 29 novembre. De nombreux invités élus, représentants institutionnels et associatifs étaient présents. Nous avons pu restituer le travail engagé lors du Grenelle contre les violences conjugales et présenter les mesures concrètes à prendre pour briser le silence et combattre ce fléau, en particulier en matière judiciaire. ◀



RAPPORTEURE DU TRAVAIL DE LA DDF « VIOLENCES, FEMMES ET HANDICAP : DÉNONCER L'INVISIBLE ET AGIR! »

► Alors que l'année 2020 marque le quinzième anniversaire du vote de la loi Handicap, la Délégation aux Droits des Femmes du Sénat a choisi de consacrer un rapport et une proposition de résolution à la lutte contre les violences envers les femmes en situation de handicap, plus vulnérables face aux violences physiques, psychologiques, sexuelles ou encore économiques.

Vous retrouverez sur mon site ces deux textes à télécharger avec notamment les 18 recommandations du rapport issues de notre travail en commission. ◀

A noter que notre proposition de résolution sera examinée en séance publique au Sénat le mercredi 8 janvier où j'interviendrai pour mon groupe parlementaire.

RÉSILIENCE ALIMENTAIRE DES TERRITOIRES ET SÉCURITÉ NATIONALE

➤ Après un travail de longue haleine à partir de travaux parlementaires et scientifiques, j'ai voulu alerter sur la fragilité avérée de nos territoires en terme d'autonomie alimentaire en cas de crise majeure. C'est pourquoi, j'ai déposé en juillet 2019 une proposition de résolution sur la résilience alimentaire des territoires et la sécurité nationale, deux problématiques qui n'avaient jusque-là jamais été posées conjointement.

Volontairement audacieux, ce texte pédagogique ouvre pour la première fois, le débat sur l'articulation entre l'ordre public et la continuité alimentaire. Les risques avérés de pénuries de

nos systèmes de production et de distribution agroalimentaires ne sont pas analysés en termes stratégiques alors que même, les zones rurales sont vulnérables, perfusées par le ballet des camions de la grande distribution et que la fonction du foncier nourricier n'est plus territorialisée.

Si je regrette que cette résolution n'ait pas été adoptée par le Sénat, à 17 voix près, il reste la perspective d'un prochain projet de loi très attendu sur la préservation du foncier agricole.

La balle est dans le camp du gouvernement et des députés qui pourraient s'intéresser à cette question. < 



Proposition de loi visant à PRÉVENIR LE SUICIDE DES AGRICULTEURS

➤ Selon l'Institut de Veille sanitaire, le nombre des suicides agricoles serait sous-estimé et atteindrait le chiffre de 405 par an. Cette situation dramatique traduit les difficultés rencontrées par cette profession essentielle pour la vie de nos territoires et de notre pays. Il est urgent de briser ce tabou et de développer des solutions. C'est pourquoi, j'ai cosigné la proposition de loi déposée par mon collègue sénateur Henri Cabanel, visant à prévenir le suicide des agriculteurs dont

les causes sont multiples : aléas économiques, sanitaires et climatiques, pertes de revenus, solitude, maladies, surendettement, lourdeur administrative...

Lors des débats du 12 décembre, le Sénat a décidé de renvoyer sa discussion en commission afin de mettre en place un groupe de travail consacré aux moyens mis en œuvre par l'Etat en matière de prévention, d'identification et d'accompagnement des agriculteurs en situation de détresse. < 

MEMBRE DE L'AGENCE NATIONALE DE COHÉSION DES TERRITOIRES – ANCT

➤ En novembre 2019, j'ai été désignée par le Président du Sénat, pour siéger au Conseil d'administration de l'A.N.C.T.

Sous la tutelle des ministres de l'aménagement du territoire, des collectivités territoriales et de la politique de la ville, elle a pour mission d'apporter son concours aux collectivités par voie de convention et aux préfets de région et de département dans la mise en œuvre des actions du comité interministériel régional de transformation des services publics. Elle jouera aussi un rôle de veille, d'observation de la politique de la ville et de la politique d'aménagement du territoire et des travaux de réflexions prospectives et stratégiques en direction des territoires. Elle contribuera à la mise en place de dispositifs d'innovation et d'expérimentation de politiques publiques. Son champ d'action couvre notamment l'accès aux services publics, l'accès aux soins, les mobilités, la revitalisation des centres, les transitions écologiques, le numérique et le développement économique. <

Débat au Sénat

«BILAN ET PERSPECTIVES DE LA COMPÉTENCE GEMAPI»

➤ Le 19 novembre, à la demande du groupe RDSE, un débat s'est tenu afin de faire un point d'étape sur l'exercice délicat de la compétence GEMAPI.

J'ai interrogé, à cette occasion, M. le Ministre sur la nécessité d'évolutions du texte afin de financer certaines opérations de lutte contre le ruissellement et de maîtrise des eaux pluviales qui sont dans bien des cas, les premières causes d'inondation. Le Ministre a confirmé que « les opérations répondant à la finalité de prévention des inondations, en assurant la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement, sont considérées comme relevant de la compétence Gemapi et peuvent, de ce fait, être financées par la taxe. » < 

Projet de loi relatif à L'ENGAGEMENT ET À LA PROXIMITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE

➤ Ce texte a fait l'objet d'une procédure accélérée qui est arrivée à son terme le 19 décembre. La philosophie générale vise à renforcer le rôle de la commune, du Maire au sein de l'intercommunalité, à lui conférer de nouveaux pouvoirs de police, et à encourager la participation à la vie politique locale. Désormais long de 117 articles, le texte initialement déposé par le Gouvernement n'en comptait que 33. Une partie conséquente des amendements soutenus, voire initiés, par le groupe RDSE a été validée lors de la commission mixte paritaire. Retrouvez sur mon site le récapitulatif de ces principales dispositions < 

DERNIÈRES QUESTIONS ÉCRITES DÉPOSÉES À CONSULTER SUR MON SITE :

- Précarisation des assistantes maternelles
- Dysfonctionnements et manque de transparence du marché funéraire ➤ Précarité et difficultés du statut d'enseignant-chercheur contractuel
- Précarité et difficultés du statut d'enseignant-chercheur vacataire ➤ Inquiétudes persistantes des élus locaux concernant les risques pour la santé et l'environnement des terrains de sport synthétiques ➤ Disparitions d'œuvres d'art relevant du mobilier national suite à leur prêt aux musées et administrations ➤ etc. < 



**10
OCTOBRE**

Vingtième anniversaire
de la Délégation aux Droits
des Femmes du Sénat



**19
NOVEMBRE**

Accueil de la délégation de
l'AMF 31 dans le cadre du
Congrès des Maires

**11
JANVIER 2020**

► Pour Le souvenir des victimes du terrorisme et de l'obscurantisme, pour les valeurs de la République, rassembleons-nous le **11 janvier 2020 à Toulouse, place du Capitole à partir de 14H.**

Il y a cinq ans, des millions de citoyens se rassemblaient pour affirmer leur solidarité avec Charlie Hebdo, les morts de l'Hyper casher et les policiers, tous assassinés au nom du fanatisme religieux. Il y a sept ans, Toulouse et Montauban étaient les premières villes touchées, meurtries dans leurs chairs par le fléau inhumain qu'est le terrorisme. Depuis, d'autres attentats et d'autres tueries ont rallongé la funeste liste de ces morts.

Pour la République, il n'y a qu'un chemin : celui du courage et de la liberté. Témoignons ensemble notre attachement à la liberté de conscience, à la liberté d'expression, à l'émancipation, à l'égalité des femmes et des hommes ; en un mot à l'universalisme de la République française. ◀

Sandrine DA PARE-MAGUEUR
Laurent HENRY
Tél. 05 61 13 28 90
18, rue Carrière - 31700 BLAGNAC
f.laborde@senat.fr

Florence FAYE
Tél. 01 42 34 30 73
15, rue de Vaugirard - 75291 PARIS Cedex 06
f.laborde@senat.fr



À VOS AGENDAS ORDRE DU JOUR PRÉVISIONNEL DU SÉNAT

JANVIER

Proposition de résolution déposée par la Délégation aux Droits des Femmes sur le thème « Pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap », débat inscrit à l'ordre du jour par le groupe RDSE sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »

FÉVRIER

Discussion du projet de loi relatif à la bioéthique. Proposition de loi famille contre les violences au sein de la famille 2^e volet (emprise conjugale inscrite dans le code pénal et dans le code civil, retrait de l'autorité parentale en cas de violences conjugales, etc).

MARS

15 & 22 : élections municipales
9 au 22 mars : suspension des travaux du Sénat à l'occasion des élections municipales
26 et 27 mars : suspension du Sénat pour l'élection des conseils municipaux.

MAI – JUIN – JUILLET

Projet de loi sur la réforme de l'audiovisuel public, Projet de loi de réforme des retraites,...

SEPTEMBRE

Elections sénatoriales.



Une diffusion de ma lettre d'information par voie électronique est toujours privilégiée, c'est pourquoi je vous invite à communiquer vos coordonnées à l'adresse suivante :
francoise.laborde31@orange.fr

COMITE DE REDACTION :
Equipe parlementaire

 **www.francoiselaborde.fr**
Abonnez-vous à la lettre d'information

ISSN 2646 - 2516